

L'OTAN EN PERSPECTIVE: QUELQUES REGARDS NATIONAUX



GABRIEL GALICE *

« Et il faudrait surtout se débarrasser de ce dinosaure qu'est l'Otan. Cessons de nous croire, nous, Européens, en opposition avec la Russie, et rapprochons-nous d'elle. »

John Le Carré, Zeit Forum Kultur,
Hambourg, 10 novembre 2008

Sans revenir sur des considérations formulées ailleurs, le présent texte s'attache à l'évocation de regards non français sur l'Alliance. L'exercice permet singulièrement de prendre quelque hauteur par rapport aux hexagonales trivialisations ; en 2009, officialisant le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan, le président Nicolas Sarkozy filait indûment la métaphore familiale : « La France sait aussi qui sont ses alliés et qui sont ses amis : nos amis et nos alliés, c'est d'abord la famille occidentale. Les conditions de l'indépendance, c'est d'abord de savoir où est sa famille. »¹ En s'appuyant sur un rapport obligeant d'Hubert Védrine², le président François Hollande parachevait la réintégration de la France dans

* PRÉSIDENT DU CONSEIL DE FONDATION DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES POUR LA PAIX À GENÈVE (GIPRI). Cet article est rédigé avec le concours documentaire argumenté de Thomas Mercier.

Auteur de *Les Empires en territoires et réseau*, 2015 <<http://www.gcsp.ch/News-Knowledge/Publications/Les-empires-en-territoires-et-reseaux>> et *Lettres helvètes 2010-2014*, Éditions des Syrtes, Genève, 2016 ; <<http://www.gipri.ch/reflexions-sur-le-sommet-de-varsovie-de-lOtan>>.

¹ « Codiriger plutôt que subir », *Le Monde*, 13 mars 2009.

² <<http://www.rpfrance-Otan.org/Le-rapport-Vedrine>>.

l'Organisation. Les États-Unis, le Canada, l'Allemagne et la Russie offrent des visions diverses et contrastées, pas seulement nationales mais aussi idéologiques, conceptuelles, partisans. Une nation est en effet irréductible à son État, a fortiori à son gouvernement. Toute action entraîne réaction ou résistance.

Le passé de l'Otan éclaire son présent

L'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (1949) se présente comme une alliance militaire défensive face au bloc soviétique, avant même la constitution du Pacte de Varsovie (1955) ; elle se fonde sur l'article 51 de la Charte de l'Onu, stipulant le « droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective ».

La légitime défense fait écran à la volonté hégémonique anglo-saxonne, où les États-Unis d'Amérique affirment progressivement leur *leadership*. L'AMGOT (Allied Military Government of Occupied Territories) ne visait à rien de moins qu'à remplacer l'occupation allemande par une tutelle étatsunienne, le temps de prendre ses marques et de faire la jonction avec l'administration nazie recyclée dans la lutte antisoviétique et anticommuniste. La mise en place du projet « Stay Behind »³, dont la récupération, puis l'exfiltration de Klaus Barbie sont un volet, prend place dans ce contexte⁴. La stratégie de la tension aura pour épice centre l'Italie du « compromis historique »⁵.

Un regard pluridécennal sur quelques acteurs clés de l'Otan laisse apparaître à la fois la *polarisation* et la *diversité* des positions nationales. La *polarisation* tient de la prépotence étatsunienne dans l'Organisation et de leur stratégie du *leadership* consistant à resserrer les rangs. La *diversité* est intrinsèque aux intérêts divergents des États et même aux segments de chaque appareil d'État et des personnes qui les habitent.

Projet globalitaire, l'Otan investit tout à la fois les sphères militaire, politique, économique et idéologique. L'article 2 dispose

³ <<https://www.youtube.com/watch?v=yXavNe81XdQ>> et Daniele Ganser, *Les Armées secrètes de l'Otan - Réseaux secrets Stay Behind, opération Gladio et terrorisme en Europe de l'Ouest*, Éditions Demi Lune, 2011.

⁴ Homme d'affaires et conseiller de la dictature bolivienne, Barbie, devenu Altman, gardera longtemps des liens avec le service de renseignement de l'Allemagne fédérale, reconstitué autour du réseau Gehlen.

⁵ Le film de Francesco Rossi, *Cadavres exquis* (1976), tiré du roman de Leonardo Sciascia (1971), rend bien compte de la situation politique.

que les parties « s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d'elles ou entre toutes ». Le comité économique de l'Otan est créé en 1957. Il vise notamment à assurer l'interface entre l'économie et le militaire. Fondé sur l'expérience de la guerre froide et des années suivantes, ce constat permet d'éclairer ou de supposer ce qu'est l'Organisation aujourd'hui, y compris en ces zones d'ombre. Les archives s'ouvrent, des acteurs parlent. Cela révèle que l'Otan doit s'entendre stricto sensu (une organisation structurée) et lato sensu (un dispositif en réseaux formels et informels, incluant des réseaux paramilitaires et des lieux d'échange d'informations). Les « restitutions extraordinaires » (*extraordinary renditions*) organisées par la CIA s'appuyaient (s'appuient ?) sur les réseaux de l'Otan sans nécessairement solliciter les procédures de l'Alliance. Il en allait de même de la cellule antiterroriste internationale « Alliance Base », installée à Paris, déclarée comme démantelée après révélation et désaccord franco-américain.

L'Otan après la guerre froide et les visions étatsuniennes

101

L'implosion de l'URSS, la dissolution du Pacte de Varsovie ont laissé entrevoir une période de paix et de désarmement. L'embellie sera de courte durée ; les guerres de Yougoslavie fournirent aussitôt l'occasion de régénérer l'Otan.

Les États-Unis furent confrontés au choix entre le renforcement tactique de leur hégémonie et la redistribution stratégique des cartes par une réforme d'ensemble du système de sécurité. Tirillés entre plusieurs analyses, les décideurs privilégièrent la sécurité tactique sur la paix stratégique, l'apparente visibilité du court terme sur les aléas du moyen terme, l'autonomie sur le partage des responsabilités. S'y mêlait une dose d'hybris, d'ivresse du sentiment de victoire. Mais ce sentiment faisait la part belle au passé en sous-estimant les complexités de l'avenir, dont la puissance des pays émergents. La mise en avant de la menace russe dissimulait (et fait encore écran à) l'inquiétude devant la montée de la Chine⁶.

⁶ Le livre de Laurent Murawiec, *L'Esprit des nations*, Odile Jacob, 2002, témoigne de cette inquiétude. Il fait suite à *La Guerre au XXI^e siècle*, Odile Jacob, 2000.

Outre-Atlantique, quelles visions stratégiques s'affrontaient-elles ? Perry Anderson livre un panorama des penseurs étatsuniens et de leurs controverses dans son livre *American Foreign Policy and its Thinkers*, à la traduction française surchargée⁷. La vision de Charles A. Kupchan est confiante au point de proposer l'adhésion de la Russie à l'Alliance : « *the West is making a historic mistake in treating Russia as a strategic pariah [...] Anchoring Russia in an enlarged Euro-Atlantic order, therefore, should be an urgent priority for NATO today* »⁸. Commentant le livre de Kupchan, *No One's World*, Anderson écrit : « L'idée de Kupchan n'était pourtant pas de dire adieu à « l'internationalisme libéral » [...]. Il fallait rétablir l'équilibre entre l'exercice du partenariat et celui de la puissance. »⁹ Oscillant entre conservatisme et libéralisme, cette perspective présentait le mérite d'ouvrir le jeu. Le président Clinton préféra chercher l'inspiration stratégique chez les « durs » comme Brzezinski. Bertrand Badie rappelle le contrat léonin imposé aux Russes : « Bill Clinton reconnut publiquement le *deal*, voire le *linkage* : admettre la Russie dans le club des oligarques, puis à l'OMC à condition que Boris Eltsine approuve l'élargissement de l'Otan à ses anciens satellites, voire à certaines des anciennes Républiques soviétiques, à l'instar des États baltes. »¹⁰

Zbigniew Brzezinski allait dessiner les perspectives des rapports de force et les conditions de la suprématie étatsunienne dans son ouvrage clé *Le Grand Échiquier : l'Amérique et le reste du monde* (« Le but de ce livre est de formuler une politique géostratégique cohérente pour l'Amérique sur le continent eurasiatique »). Il explique en détail que les États-Unis peuvent asseoir leur domination en contrôlant l'Eurasie et comment l'Union européenne et l'Otan doivent de conserve faire pièce à la Russie et à la Chine. L'auteur repère cinq « acteurs géostratégiques » : la France, l'Allemagne, la Russie, la Chine et l'Inde et cinq « pivots géopolitiques » : l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Corée, la Turquie et l'Iran. Brzezinski

⁷ Perry Anderson, *Comment les États-Unis ont fait le monde à leur image*, Contre-Feux/Agone, 2015.

⁸ Charles A. Kupchan, « NATO'S Final Frontier, Why Russia should join the Atlantic Alliance », *Foreign Affairs*, Saturday, May 1, 2010 ; <<https://www.foreignaffairs.com/articles/russian-federation/2010-05-01/natos-final-frontier>>.

⁹ *Comment les États-Unis ont fait le monde à leur image*, p. 214-215.

¹⁰ Bertrand Badie, *idem*, p. 37, se référant aux mémoires de William Clinton, *My Life*, New York, Vintage, 2005.

pose clairement le dilemme de l'intégration ou de la non-intégration de la Russie : « Le dilemme se résume à un choix entre équilibre tactique et dessein stratégique ». « Exclure la Russie (de l'UE ou de l'Otan) pourrait être lourd de conséquences – cela validerait les plus sombres prédictions russes -, mais la dilution de l'Union européenne ou de l'Otan aurait des effets fortement déstabilisateurs. »¹¹ L'Occident a privilégié la tactique sur le dessein. Le président William Clinton, conseillé par Brzezinski et par la fauconne Madeleine Albright, soucieux de séduire les électeurs d'origine est-européenne, prendra le parti de l'élargissement de l'Otan, donc de l'affrontement. « *One reason the Clinton administration supported the idea was its appeal to many American voters who had close ties with Poland, the Czech Republic, and Hungary.* »¹²

Les États-Unis ont-ils trahi leur promesse faite en 1990 aux dirigeants soviétiques de ne pas étendre l'Otan à l'est ? En l'absence de document écrit connu, la controverse perdure mais elle n'est pas essentielle. En politique, les actes parlent autant que les écrits (dont ceux de Brzezinski). George Kennan, qui fut le théoricien de l'*endiguement* pendant la guerre froide, ne manqua pas de dénoncer l'extension de l'Otan vers l'est¹³.

Le plan d'action 1998-2000 du Conseil de partenariat euro-atlantique est diffusé en janvier 1998. Le plan d'action inclut la transformation d'armées de conscription en armées de métier et la restructuration (dont la privatisation) des armées de défense¹⁴.

Une organisation tend à perdurer, quitte à se donner de nouvelles missions. En l'espèce, l'Otan devait se fabriquer de nouveaux ennemis : explicitement la Russie et le terrorisme, implicitement la Chine... et tous les autres. Richard Holbrooke et Mark Brzezinski, le fils de Zbigniew Brzezinski, sont intervenus dans la campagne électorale des États-Unis de 2004 pour inviter les candidats à se montrer « plus fermes » (« *America must give Russia a dose of tough love* ») envers la Russie¹⁵.

¹¹ Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Échiquier*, Hachette littérature, Pluriel, Paris, 2002, p. 81.

¹² Robert H. Donaldson, Joseph L. Noguee and Vidya Nadkarni, *The Foreign Policy of Russia*, Routledge, 2014, p. 249.

¹³ <<http://www.nytimes.com/1998/05/02/opinion/foreign-affairs-now-a-word-from-x.html>>.

¹⁴ La suppression de la conscription en France est concomitante (1997) à ces orientations concertées.

¹⁵ <<http://www.ft.com/cms/s/0/73bfb41e-1802-11d9-9ac5-00000e2511c8.html#axzz3lBbqtLlF>>.

L'accord discret du 23 septembre 2008 entre les secrétaires généraux de l'Onu et de l'Otan est assez flou pour permettre toutes les confusions entre maintien de la paix et droit à la guerre (*jus ad bellum*). On peut y lire : « [...] Une coopération plus poussée contribuera de manière significative à faire face aux menaces et aux défis [...] des échanges réguliers et un dialogue, tant au niveau décisionnel qu'au niveau exécutif, sur les questions politiques et opérationnelles [...] Comprenant que ce cadre doit être souple et évolutif [...] Notre coopération continuera à se développer d'une manière pratique. »¹⁶ La France, les États-Unis et le Royaume-Uni auraient fait simultanément pression sur le secrétaire général Ban Ki-Moon pour qu'il appose sa signature. Dimitri Rogozine, ambassadeur de la Russie auprès de l'Otan, dénonce le caractère illégal d'un accord qui court-circuite le Conseil de sécurité, Serge Lavrov se dit « choqué »¹⁷.

L'examen de points de vue non français sur l'Otan considère à la fois la voix officielle de chaque État et les expressions discordantes. Après les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, (deux États membres), la Russie (État « associé ») seront ainsi passés en revue. Nous verrons que la relative cohérence finale résulte de compromis, de rapports de forces, d'ambiguïtés aussi.

La Confédération du Canada

Avec 6 % du budget de l'Organisation, le Canada fait figure de petit frère docile et singulier. Peu enclin à la rhétorique tonitruante, il est impliqué sur tous les théâtres d'opération.

Le pays fut de toutes les présences militaires et interventions. En 1952, 10 000 soldats canadiens étaient basés en France et en Allemagne. En 1966, lors de la fermeture des bases étatsuniennes et canadiennes sur le sol français, le Premier ministre Pearson s'autorisa à se demander bruyamment si son pays devait aussi rapatrier les corps des nombreux soldats canadiens tombés sur le sol français durant les deux guerres mondiales. En 1968-1969, son successeur, Pierre Trudeau, envisagea brièvement de retirer le Canada de l'Otan.

¹⁶ <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=1299 & print = 1 & no_cache = 1>.

¹⁷ Karl Müller, « L'accord secret entre l'Onu et l'Otan ne répond pas aux objectifs de la communauté internationale. », *Horizons et débats*, 23 septembre 2008.

Il fut le promoteur de la dimension économique de la défense et de la sécurité. La défense du continent nord-américain est la dimension la plus manifeste, sinon la plus décisive. Politiquement, le Canada s'était opposé à l'intégration de la Grèce et de la Turquie dans l'Organisation pour ne pas aviver les tensions avec l'URSS. Père de l'actuel Premier ministre, Justin Trudeau, Pierre Trudeau avait noué des relations d'amitié avec Fidel Castro, sans craindre de se démarquer des États-Unis. La « sécurité coopérative » et la communauté politique sont soulignées par les dirigeants canadiens, qui mettent en avant les « valeurs communes » pour « exporter la stabilité ». Le retrait du Canada d'opérations de surveillance de l'Otan, pour raisons financières, en 2013, lui avait valu d'être exclu de plusieurs marchés à forte technologie. Face à la « menace russe », le gouvernement met quatre millions de dollars à la disposition des autorités baltes et ukrainiennes pour moderniser leurs équipements informatiques de commande et de logistique et renforcer leur sécurité énergétique. En juin 2016, le Canada s'engage à commander un bataillon des troupes à stationner en Pologne et dans les Pays Baltes. « *In other words, co-operative security, construed as a realistic alternative to collective security, is Pearsonian internationalism.* »¹⁸ À la nuance près que l'internationalisme pearsonien original des années 1960 faisait la part belle à l'aide au développement. La mise en avant des « valeurs » fonctionne comme une promotion idéologique du *soft power*. L'extension des missions traditionnelles de l'Otan aux défis nouveaux, de la cyberguerre et du terrorisme, ainsi que son adossement, autant que faire se peut, à l'Onu et à l'OSCE, fournissent une justification (ou un prétexte ?) à l'implication enthousiaste du Canada dans l'élargissement de l'Organisation. Le pays voit là une renaissance de l'article 2. « *Thus, in addition to its traditional function of collective defence under Article 5, NATO could claim a new political vocation in taking on peacekeeping and crisis management tasks-so called non-Article 5 functions. These would be undertaken in response to political mandates from the UN and the Organization on Security and Cooperation in Europe (OSCE), the renamed CSCE.* »¹⁹

105

¹⁸ David G. Haglund, « The NATO of its Dreams Canada and the Co-operative Security Alliance », in *International Journal*, vol. 52, issue 3 (Summer, 1997), p. 482.

¹⁹ Christopher Anstis, « Canada and NATO enlargement », *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 6, n° 3, 1999, p. 99-112.

« NATO enlargement was first conceived as a way to ensure the survival of the Alliance and then embraced by the Administration as a ploy to win Polish-American votes in the last presidential election. »

Cependant les États-Unis ne semblent toujours pas avoir décidé si la mission de l'Otan était la défense collective ou la sécurité coopérative. Anstis se montre toutefois moins optimiste que le gouvernement canadien sur cette remise à jour de l'article 2.

« The cold war NATO was key to American efforts to "contain" Soviet encroachment on democratic and free-market countries which threatened to compromise American access to markets. Does Washington see the post-cold war NATO as part of a strategy to bolster American efforts to enlarge free-markets in a globalized capitalist economy? NATO has now 1) intervened outside of the geographical area covered by the North Atlantic Treaty 2) in an unimaginable development, it has become the "hired gun" of the UN (and of the OSCE) and 3) the Americans now apparently believe that the Alliance could even embark on out-of-area military actions on its own authority. Finally, enlargement of NATO to the east extends the zone which Washington seeks to control in preventing the reemergence of a major power in the form of a new zone of Russian influence in Eastern Europe. If Washington continues to see NATO mainly in strategic terms as suggested by its resistance to Russian membership, Canada's hopes that NATO will become an instrument of cooperative security seem as misplaced as our previous ambitions to turn NATO into a North Atlantic community. There are grounds then to ask whether the "new" enlarged and more ambitious NATO will serve Canadian foreign policy aims better than the old one. »²⁰

Stéphane Roussel et Samir Battiss considèrent que le gouvernement Harper aurait, avec l'engagement en Afghanistan singulièrement, rallié une position militariste et continentaliste, différente de ses prédécesseur et successeur²¹.

Quant à Justin Massie, il met en avant la « canadisation » de la position française vis-à-vis de l'Otan. Historiquement, le rééquilibrage indirect de la France, tradition gaulliste oblige, était exclusif, celui du Canada inclusif. La France rejoindrait la posture « entriste » canadienne pour faire changer de l'intérieur l'attitude

²⁰ Christopher Anstis (1999) « Canada and NATO enlargement », In *Canadian Foreign Policy Journal*, volume 6, numéro 3, page 110.

²¹ Stéphane Roussel, Samir Battiss (2010), « National Security », *Canadian Foreign Policy Journal*, vol. 16, n° 2, p. 27-43.

des États-Unis d'Amérique. « En d'autres mots, la convergence après-guerre froide des politiques atlantistes française et canadienne en est une d'équilibre indirect inclusif, alors que les deux États cherchent à contraindre (?!) la puissance américaine par leur engagement militaire au sein de l'Otan²², Bref, le Canada se demande s'il parvient à peser un tant soit peu sur les orientations impulsées par les États-Unis. »

Le site critique <<http://www.mondialisation.ca>> dénonce fermement les positions otaniennes des autorités canadiennes : « Depuis des semaines, Harper et les conservateurs font des déclarations belliqueuses antirusse avec l'appui enthousiaste des partis d'opposition et des grands médias canadiens »²³. La rivalité russo-canadienne sur l'exploitation de l'Arctique renforce l'animosité.

La République fédérale d'Allemagne

L'adhésion de la RFA à l'Otan intervient en 1955, soit cinq ans après sa constitution, en 1949. Le premier secrétaire général de l'Otan (de 1952 à 1957), le général Hastings Ismay, résuma l'objectif de l'Organisation en Europe « *To keep the Americans in, the Russians out, and the Germans down.* »

Les États-Unis multiplièrent les pressions pour atténuer la portée du traité d'amitié franco-allemand dit *Traité de l'Élysée*, signé le 22 janvier 1963. Finalement, le Bundestag introduisit un préambule au traité (voté le 15 juin 1963) qui arrimait l'Allemagne à la solidarité transatlantique. S'il fit bonne figure en public, le président Charles de Gaulle fulmina en privé : « Les Américains essaient de vider notre traité de son contenu. Ils veulent en faire une coquille vide. Tout ça, pourquoi ? Parce que les politiciens allemands ont peur de ne pas s'aplatir assez devant les Anglo-Saxons ! Ils se conduisent comme des cochons ! »²⁴

L'unification allemande, l'implosion de l'URSS et la dissolution du Pacte de Varsovie ont rebattu les cartes au sein de l'Otan. Les États-

²² Justin Massin (2011), « Le Canada, la France et la transformation de l'Alliance atlantique : des politiques de sécurité internationale convergentes », in *Études internationales*, vol. 42, N° 1, p. 25-46.

²³ <<http://www.mondialisation.ca/le-canada-participe-a-lescalade-militaire-de-lOtan-contre-la-russie/5379093>>.

²⁴ Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Fayard, 1997, T II, p. 228.

Unis privilégient désormais l'alliance avec l'Allemagne, tête de pont vers l'Eurasie selon la stratégie argumentée de Zbigniew Brezinski²⁵ Margaret Thatcher s'en trouva dépitée : « *But with the new team's arrival in the White House, I found myself dealing with an Administration which saw Germany as its main European partner in leadership [...] I felt I could not always rely as before on American co-operation [...] the balance of power in Europe, where a reunified Germany would be dominant.* »²⁶ L'Allemagne abrite deux lieux stratégiques (au moins) des forces étatsuniennes : le George C. Marshall European Center for Security Studies à Garmisch-Partenkirchen (près de la frontière avec l'Autriche), pour la conception stratégique et la coordination avec les alliés, et, pour l'opérationnel, la base aérienne de Ramstein (à proximité de la France), qui, reconvertie, joue un rôle décisif dans le guidage des drones frappant l'Afghanistan ou le Yémen depuis les États-Unis.

Artisan de l'Ostpolitik et compagnon fidèle de Willy Brandt, Egon Bahr avait promu l'idée d'une Europe indépendante des États-Unis et dénoncé l'extension de l'Otan à l'Est²⁷. Il tenait l'adhésion de nouveaux États au-delà de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque pour une « gigantesque faute »²⁸. Dans la lignée de la critique de l'atlantisme qui fut celle d'Egon Bahr, de Gerhard Schröder et d'Helmut Schmid, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, se démarque de la Chancelière Angela Merkel dans la conduite à tenir vis-à-vis de la Russie²⁹. Le clivage entre atlantistes et eurasiatistes ne sépare pas bloc contre bloc conservateurs et sociaux-démocrates allemands. Willy Wimmer, durant 33 ans parlementaire de la CDU au Bundestag,

²⁵ *Le Grand échiquier – L'Amérique et le reste du monde*, 1997.

²⁶ Margaret Thatcher, *The Downing Street Years*, London, Harper Collins Publishers, 1993, p. 768 et 769.

²⁷ « Ce n'est pas d'un antiaméricanisme sot dont il est question, mais des sentiments non américains de l'humanité qui n'est pas américaine, non de menées contre l'Amérique, mais de l'affirmation de conceptions propres face à l'Amérique », Egon Bahr, *Deutsche Interessen, Streitschrift zu Macht, Sicherheit und Aussenpolitik*, München, Blessing, 1998. Traduction Gabriel Galice. L'une des dernières actions publiques d'Egon Bahr aura été son intervention aux côtés de Michael Gorbatchev pour que l'Allemagne cesse de tourner le dos à la Russie. <<http://www.spiegel.de/politik/ausland/russland-egon-bahr-und-michail-gorbatschow-fordern-neue-ostpolitik-a-1044774.html>>.

²⁸ <http://www.zeit.de/1997/19/Es_waere_ein_riesiger_Fehler>.

²⁹ <<http://www.courrierinternational.com/article/allemande-le-ministre-des-affaires-etrangeres-tourne-le-dos-lOtan>>.

ancien secrétaire d'État à la Défense (décembre 1988-avril 1992), est, outre-Rhin, l'un des plus farouches partisans d'un partenariat avec la Russie. L'hebdomadaire indépendant suisse *Horizons et débats* traduit et publie régulièrement des articles de Wimmer sur l'Otan et la Russie³⁰ ; Wimmer vient de publier l'ouvrage *Le dossier Moscou*³¹.

La fédération de Russie

« *No event since the end of the Cold War was more symbolic of the new world order than the expansion of NATO. For Russia, it was a major blow to its national prestige. The Russians believed that in February 1990 U.S. Secretary of State James Baker had given assurances to Gorbachev that NATO would not move eastward.* »³² L'assertion des universitaires étatsuniens est juste dans la première phrase citée ; la suite est tendancieuse en ce qu'elle met en question les assurances données à Gorbatchev. Au surplus, ce n'était pas une question de « prestige » mais un problème de crédibilité, de confiance, de sécurité.

Les auteurs de *The Foreign Policy of Russia* ont le mérite de proposer une grille de lecture rationnelle de la politique étrangère russe, tranchant avec les discours convenus sur la psychologie de Vladimir Poutine.

Tous les dirigeants soviétiques, puis russes, soulignèrent le danger de l'extension à l'est d'une Otan à laquelle ils n'étaient pas pleinement intégrés. Evgueni Primakov³³, Boris Eltsine³⁴ tirèrent en vain la sonnette d'alarme. Demi-mesure, le conseil Otan- Russie (COR) est créé le 28 mai 2002.

109

³⁰ <<http://arretsurinfo.ch/la-direction-prise-par-lOtan-nous-mene-au-desastre>>.

³¹ Willy Wimmer, *Die Akte Moskau*, Zeitgeist 2016, non traduit en français à ce jour.

³² Robert H. Donaldson, Joseph L. Noguee and Vidya Nadkarni, *The Foreign Policy of Russia*, Routledge, 2014, p. 254.

³³ « Prior to the NATO decision, negotiations were begun in January between Russian foreign minister Evgenii Primakov and NATO Secretary general Javier Solana. Primakov took a strong line against Baltic membership in NATO. He publicly warned of the consequences if that were to happen. », *The Russian Foreign Policy*, p. 221.

³⁴ « *Speaking in Budapest against the expansion of NATO, Yeltsin warned of a new "cold peace" in Europe. His allusion to the US was unmistakable when he observed. « History proves that it is a dangerous delusion to think that the fates of continent and of the world's community as a whole can be controlled from a single capital. Just days earlier, Foreign Minister Andrei Kozyrev had stunned the members of the NATO Council meeting in Brussels with an unexpected announcement that Russia would not join the Partnership for Peace Program pushed by Washington.* », *The Foreign Policy of Russia*, p. 240.

Pour la Russie, le partenariat pour la paix, le Conseil Otan-ONU, s'avèrent de piètres lots de consolation.

Au lendemain du 11 septembre 2001, Vladimir Poutine exprimait son entière solidarité avec les États-Unis dans la lutte contre le terrorisme. D'ailleurs, les autorités russes n'avaient pas manqué d'informer, en vain, leurs homologues étatsuniennes sur le danger que constituaient les frères Tsarnaïev, les auteurs de l'attentat de Boston.

La riposte russe à l'extension de l'Otan comporte le rapprochement avec la Chine, notamment par la constitution de l'Organisation de coopération de Shanghai. Quoi qu'en prétende le matraquage médiatique occidental, la Russie est modérée dans ses déclarations, ses actions et ses réactions. La combinaison de l'élargissement de l'Otan et de l'extension de ses bases aux pourtours de la Fédération de Russie n'aura pas suffi à déclencher la riposte russe. Il aura fallu la goutte d'eau du coup d'État ukrainien pour que la Russie se décide à la contre-offensive en soutenant la sécession de la Crimée. En 2013 encore, le concept de politique étrangère russe, en son point 64, tient pour acquis que la Russie partage avec les États euro-atlantiques le maintien de la paix et de la sécurité. Le ton change avec le concept de politique étrangère approuvé par le président Poutine le 30 novembre 2016³⁵. Le point II.6 indique :

« Dans ce contexte d'intensification des contradictions politiques, sociales et économiques et de hausse de l'instabilité du système économique et politique mondial, le rôle de la force augmente dans les relations internationales. L'augmentation et la modernisation du potentiel militaire, la création et le déploiement de nouveaux armements sapent la stabilité stratégique, créent un risque pour la sécurité mondiale garantie par un système d'accords et de traités pour le contrôle des armements. Bien que le risque d'une guerre à grande échelle – y compris nucléaire – entre les principales puissances reste faible, celui de leur implication dans les conflits régionaux et d'une escalade de crises augmente. »

Le discours du président Poutine lors de l'édition 2016 du Club de Valdai met l'accent sur le « déficit stratégique » de l'Occident et sur la nécessité de « transformer cette mondialisation pour certains

³⁵ <http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptlCk6B6Z29/content/id/2542248>.

en mondialisation pour tous »³⁶. Vladimir Poutine rappelle que « la souveraineté est un point essentiel du système des relations internationales dans le monde aujourd'hui ».

Dans l'adversité contre l'Otan, le drame ukrainien renforce l'union nationale russe, qui rassemble nationalistes, patriotes (essentiellement le parti « Russie unie » dont Poutine est la figure de proue), communistes, marxistes critiques³⁷ et descendants de « Russes blancs »³⁸. Une fraction de l'oligarchie tire son épingle du jeu dans une mondialisation antinationale.

Et maintenant ? Quelle architecture de sécurité ?

Les grandes puissances ont manqué le virage de la sortie de la guerre froide. L'« Occident » (comprendre l'Otan et ses prolongements pacifiques et asiatiques, l'Otase ayant significativement été démantelée en 1977) avait la main, il en a abusé, par son mépris et son arrogance envers tous les autres, à commercer par les Russes et les Chinois. Les alliés des États-Unis d'Amérique ne leur ont pas rendu service en se soumettant, de plus ou moins bonne grâce, à leurs diktats (tel le président Hollande refusant de livrer à la Russie les *Mistral* vendus par son prédécesseur). *L'hubris* a prévalu sur la *phronesis*. Ancien conseiller d'Anthony Blair et de Javier Solana, Robert Cooper est allé jusqu'à théoriser « le nouvel impérialisme libéral. »³⁹

111

L'ensemble des règles (juridiques, politiques, économiques, militaires, sécuritaires) régissant les relations internationales est à réformer. L'ordre/désordre actuel porte sa cohérence, en dépit de ses contradictions. En attendant, pour nous en tenir à la recherche d'alternatives à l'Otan, deux pistes semblent devoir être privilégiées.

Les articles 46 et 47 de la Charte de l'Onu prescrivent l'établissement et le rôle d'un Comité d'État-major auprès du Conseil de sécurité de l'Onu. Qui s'en soucie ? Ceux-là même qui

³⁶ <<https://www.youtube.com/watch?v=1RJdOfACbqs>>.

³⁷ <<http://www.nytimes.com/roomfordebate/2014/09/08/should-nato-be-helping-ukraine-face-russia/the-west-is-wrong-to-see-putin-as-the-enemy>>.

³⁸ <<http://www.russkymost.net/spip.php?article70> & lang = fr>.

³⁹ <<https://www.theguardian.com/world/2002/apr/07/1> En contrepoint>, lire Claude Serfati, *La Mondialisation armée* et David Harvey, *Le Nouvel impérialisme*.

invoquent l'absence de bras armée de l'Onu pour justifier l'Otan⁴⁰ se gardent bien de pousser à la mise en œuvre des articles 46 et 47, qui supposerait de faire prévaloir le dialogue avec la Chine et la Russie sur la confrontation tournant à l'affrontement.

L'autre levier est l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Par sa composition et son fonctionnement, l'OSCE, moyennant quelques adaptations, a vocation à être le pivot du système de sécurité international. La Chine doit y être intégrée ou associée.

Résumé :

L'unification allemande, l'implosion de l'URSS et la dissolution du Pacte de Varsovie ont rebattu les cartes au sein de l'Otan qui reste néanmoins fortement marquée par un lourd passé qui l'empêche d'aborder sous de nouvelles approches la situation actuelle. À l'ombre du projet globalitaire de l'Otan, divers pays offrent des visions contrastées et différentes d'un point de vue conceptuel et idéologique.

⁴⁰ Dont les actions subversives perdurent. Voir < <http://www.zeit-fragen.ch/fr/editions/2016/no-28-12-decembre-2016/les-guerres-hors-la-loi-comment-les-pays-membres-de-lOtan-sabotent-lonu.html> > et Daniele Ganser, *Illegale Kriege*, Orell Füssli, 2016.